

**RAPPORT N° 2025/3-16  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET :**

**PARCELLE CADASTREE HV 220 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LA SOCIETE  
SBTPC SOGEA REUNION UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

La CINOR a été sollicitée par la société SBTPC SOGEA Réunion pour une mise à disposition de la parcelle cadastrée HV 220 propriété de la CINOR d'une contenance globale de 359 m<sup>2</sup> située Rue de la Guadeloupe sur la commune de Saint-Denis pour l'installation de leur chantier de renforcement de chaussées départementale (aménagement de la RD 60 Route du Moufia)

La demande de mise à disposition de SBTPC SOGEA Réunion est exprimée pour une durée de 6 mois.

Il est proposé de conclure avec la Société SBTPC SOGEA Réunion une convention de mise à disposition pour une durée de 6 mois moyennant une indemnité mensuelle de 251€.

Ce montant est calculé sur la base d'un prix de location d'une autre Autorisation d'Occupation temporaire (BPA) soit 0.7 €/m<sup>2</sup> par mois.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe d'une durée de 6 mois et renouvelable 6 mois à compter de la date de prise d'effet prévue en juillet 2025 ;
- Approuver le montant de l'indemnité mensuelle versée à la CINOR par la société SBTPC SOGEA Réunion à la somme de 251 € (Deux cent cinquante et un euros) ;
- Autoriser le Président à signer cette convention de mise à disposition sur la parcelle HV 220 au profit de la Société SBTPC SOGEA Réunion pour une durée de 6 moi, renouvelable 6 mois ;
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/3-16  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2025**

**OBJET**

**PARCELLE CADASTREE HV 220 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE CONCLURE AVEC LA SOCIETE  
SBTPC SOGEA REUNION UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014, affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la commune

Avis de réception en préfecture  
971249730119-20250626-BC2025-3-16-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2025/3-16 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes de la convention de mise à disposition jointe en annexe d'une durée de 6 mois à compter de la date de prise d'effet prévue en juillet 2025 ;

**ARTICLE 2**

D'approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la Société SBTPC SOGEA Réunion à la somme de 251€ (Deux cent cinquante et un euro) ;

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à signer cette convention de mise à disposition sur les parcelles HV 220 au profit de la Société SBTPC SOGEA Réunion pour une durée de 6 mois, renouvelable 6 mois ;

**ARTICLE 4**

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-16-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--